

# Cohésion et transitions : agir autrement

## Rapport annuel sur l'état de la France 2019

### Déclaration du groupe CGT

Le Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) est toujours l'occasion de porter un regard large sur l'état du pays, et disons-le clairement, quel que soit l'indicateur retenu, cet état n'est pas bon. Croissance, emploi, inégalités, pauvreté, Recherche & Développement, climat ... l'inventaire des besoins non satisfaits est conséquent et traduit l'inefficacité de notre système économique.

Il faut porter au crédit du RAEF la prise en compte réelle de ces éléments. Nous partageons dans l'ensemble les constats dressés. C'est sur le volet « préparation de l'avenir » que les divergences se font jour, le rapport restant prisonnier de certaines postures ne permettant pas de répondre de manière systémique aux enjeux.

Le rapport souligne à raison l'inquiétante montée de l'endettement privé, qui dépasse les 130 % du PIB. Faut-il rappeler que la crise que nous payons encore actuellement provient de celle-ci et non de l'endettement public ? Concernant la dette publique, la vision comptable qui se dégage du rapport est symptomatique d'une incompréhension en la matière :

La France souffre d'un déficit de dépenses en R&D, d'investissement, que seule une politique volontariste pourra combler.

En réduisant les dépenses publiques, c'est la croissance qui est comprimée, faisant augmenter le ratio dette/PIB ; la dite « bonne gestion » est une mauvaise affaire macroéconomique.

Sur le volet recettes, il est difficile de comprendre la rationalité d'une politique qui se prive de dizaines de milliards de rentrées fiscales via des allègements coûteux (comme l'ex CICE -crédit impôt compétitivité emploi) ou le CIR - crédit impôt recherche).

Néanmoins, sous l'impulsion de la rapporteure et du rapporteur, ce RAEF intègre des préconisations très utiles qui devraient être reprises par le législateur ou intégrées dans le débat public. Nous soulignons en particulier :

- l'évolution de la fiscalité pour la rendre plus progressive, plus juste pour financer les mutations vers le développement durable
- l'évolution du système de mesure du PIB intégrant les enjeux climatiques, combinée à une politique d'investissement matériels et immatériels
- la refonte des règles de Maastricht pour financer la transition énergétique - la remise sur le marché de centaines de milliers de logements vacants
- le travail effectué avec le CRÉDOC et son approche originale de la cohésion sociale

Sortir de la longue crise que nous traversons implique de changer radicalement de logiciel pour préparer efficacement l'avenir. Cela passe notamment par :

Une politique industrielle de grande ampleur, soutenue par un Pôle Financier Public doté de moyens conséquents, seule à même de répondre simultanément à la crise environnementale, économique et sociale

Sortir la politique économique de l'ornière financière, pour une efficacité réelle et une meilleure répartition des richesses

Une ambition démultipliée en matière de services publics qui privilégie les « communs » et la solidarité contre les logiques de concurrence et de compétitivité

La mise en œuvre d'une politique sociale et écologique ambitieuse est une alternative urgente.  
Pour toutes ces raisons, la CGT a voté le RAEF